

## LE 3<sup>e</sup> CONGRES DU CNES AURA LIEU DEMAIN Les anti- congressistes demandent le report

Si la majorité des partis politiques ont subi une forte pression à la veille de l'organisation de leurs congrès, le même scénario se répète chez les syndicats. Ce qui est intrigant, par ailleurs, est le fait que la contestation vient souvent de l'intérieur même de l'organisation politique ou syndicale.

C'est le cas du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), qui enregistre un véritable malaise en son sein, alors qu'il s'apprête à tenir son troisième congrès à partir de demain. Ainsi les 19 sections syndicales du Cnes qui ont retiré leur confiance, en mai 2006, au coordinateur national, M. Boukarouba, refusent aujourd'hui d'aller au congrès, affirmant que les participants n'ont pas été élus mais désignés.

Cette méthode non démocratique ou plutôt bureaucratique à travers laquelle s'est faite la préparation du congrès est largement contestée par les représentants des différentes sections, réunies il y a deux jours en assemblée générale.

Dans une déclaration parvenue à notre rédaction, la coordination nationale des sections du Cnes exprime ses appréhensions par rapport aux résultats qui sortiront d'un congrès, qui, selon la coordination, «permettra de verrouiller à l'avance les travaux et les résultats».

Au nombre de 22, les sections du Cnes ont formulé une demande de report du congrès, qui n'a pas été prise en considération par M. Boukarouba, dont ils considèrent l'attitude comme une fuite en avant pour ne pas aborder les véritables problèmes des enseignants et transformer par la suite le «Cnes en un syndicat maison vidé de sa substance de lutte», signale-t-on dans le communiqué.

«Les adhérents du Cnes sont plus que jamais déterminés à défendre la ligne syndicale démocratique et revendicative de notre syndicat, qui nous a permis durant plus de dix années de défendre notre métier.

Notre dignité est de lutter pour la sauvegarde d'une université au service d'un bien-être durable pour tous», a-t-on indiqué. Et d'ajouter : «La tenue de ce congrès n'arrêtera pas la lutte des enseignants du supérieur pour la satisfaction totale de la plate-forme de revendications, vieilles de dix ans.»

Les anti-congressistes font remarquer également que la majorité des établissements universitaires, notamment ceux d'Alger, Tizi-Ouzou, Annaba, qui participeront à ce congrès «préfabriqué», n'ont pas organisé d'assemblée générale depuis longtemps, ce qui est illégitime, selon eux, la représentativité de ces établissements. Mais ce n'est certainement pas la première fois qu'un syndicat ou un parti politique fait élire son nouveau conseil national par une assemblée illégitime.

Rosa Mansouri

## L'EXAMEN DES LISTES DE CANDIDATURES DU FLN SE FAIT A L'HOTEL MONCADA

# Les conclaves nocturnes de Belkhadem

C'est à l'hôtel Moncada, sis au parc zoologique de Ben-Aknoun, que Abdelaziz Belkhadem vient de retirer "la commission électorale nationale" du FLN, en fait le secrétariat permanent du parti.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le groupe des 7 (outre Belkhadem, on y compte Amar Saïdani, Amar Tou, Abdelkrim Abada, Abdelkader Bounekraf et Saïd Bouhadja) a donc commencé à se donner rendez-vous, dans ce luxueux hôtel "depuis samedi dernier", apprenons-nous de bonne source.

Ce conclave, "qui se tient en soirée", ajoute notre source, est consacré exclusivement à l'examen des listes de candidatures du parti aux prochaines législatives".

Le choix du lieu n'est évidemment pas fortuit. "Retiré de la ville, très difficile d'accès au public, l'hôtel Moncada,

sous tutelle du ministère de l'Agriculture, offre toutes les conditions nécessaires à la confidentialité des rencontres. Belkhadem a pris la décision de tenir de telles rencontres en dehors du très exigu siège national de Hydra, pour se mettre à l'abri des pressions de tous les potentiels candidats". Le secrétaire général du FLN et néanmoins chef du gouvernement n'y invite, "et sur convocation seulement, que des personnalités triées sur le volet, lorsque c'est nécessaire".

Il faut dire que, lorsque Belkhadem disait, il y a une dizaine de jours, à l'occasion de la réunion du bureau



politique du FLN à l'hôtel Ryadh de Sidi-Fredj, "que le président de la République, président du parti, avait son mot à dire quant au choix des candidatures, appelées à défendre les couleurs du FLN", il savait de

quoi il parlait.

Parti fétiche du pouvoir, le FLN ne confectionne pas ses listes ni ne prend de décisions comme un tout autre parti "classique".

"Tous les courants du pouvoir ont leur mot à

dire", avoue un haut responsable du FLN qui révèle "que beaucoup de paramètres exogènes sont à prendre en considération avant d'aboutir aux listes définitives".

K. A.

## IL PLAIDE POUR UNE MEILLEURE SECURISATION DES CENTRAUX TELEPHONIQUES

# Haïchour n'exclut pas la thèse de la négligence

Les centraux téléphoniques devront être à l'avenir dotés des moyens technologiques de pointe pour éviter que le scénario de la Grande-Poste ne se reproduise. Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information a exigé que des caméras de surveillance et des détecteurs de fumée y soient installés. Les spécialistes vont devoir étudier l'éventualité de séparer les câbles téléphoniques de ceux de l'électricité et des canalisations de gaz. Technologie doit cependant rimer avec vigilance puisque Haïchour n'exclut pas la thèse de la négligence. Il appelle les responsables de Algérie Télécom à mobiliser plus d'équipes pour la surveillance des lieux.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En visite sur les lieux, deux jours après l'incendie qui a ravagé le terminal Ben M'hidi, le ministre a estimé qu'il n'était pas acceptable qu'un centre névralgique soit aussi vulnérable et exposé à de pareils dangers.

De l'intérieur des couloirs noirs et suintants, le premier responsable du secteur a appelé à la vigilance : «Nous ne sommes pas à l'abri d'une infiltration d'eau, d'un rongeur. C'est pour cette raison que nous devons

En faisant le point de la situation, Haïchour a expliqué que son souci premier était de déterminer l'origine de l'incendie.

«Il fallait tout de suite savoir si c'était d'origine criminelle ou dû à l'état des galeries qui datent de l'ère coloniale. D'emblée, je peux dire que la thèse de l'acte criminel est totalement écartée.

La police judiciaire a fait son constat et nous n'avons rien à cacher à ce sujet. Il ne nous restait alors plus qu'à explorer la piste de l'erreur humaine et la négligence.»

Autre priorité du ministre, le rétablissement des lignes téléphoniques au niveau des institutions stratégiques comme la présidence, le palais du

Gouvernement, le ministère de la Défense et le ministère de l'Intérieur.

Pour éviter que ce genre de catastrophe ne se reproduise, le ministre a demandé au directeur d'Algérie Télécom de réfléchir à des alternatives. «Il faudrait qu'en cas de sinistre, on puisse basculer sur un autre réseau. A ce sujet, je demande que la même

ce soit observée au niveau du complexe Ait-Idir. L'accès à ces complexes doit être plus sécurisé que dans des casernes.» Prenant le relais, le P-dg d'Algérie Télécom, qui a également fait le déplacement à la Grande-Poste a totalement écarté la thèse du sabotage : «Il m'est difficile de croire que quelqu'un puisse accéder à des galeries de plus de 5 mètres pour y commettre un forfait.»

Khiredine Slimane, qui a pris note des recommandations du ministre, a indiqué que «Algérie Télécom a déjà pensé au transfert.

En cas de sinistre, nous pouvons déployer un réseau parapluie hertzien qui permet de sauver les communications des institutions de souveraineté».

N. I.

